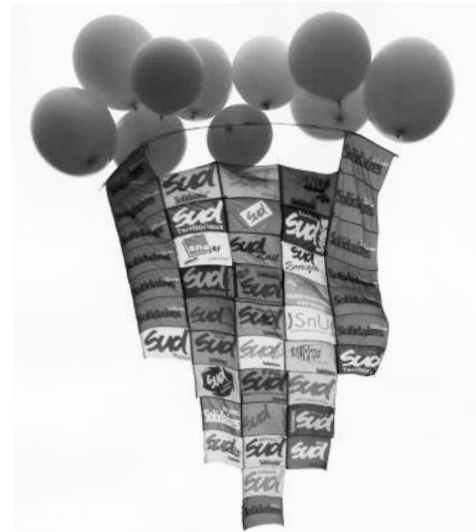


Union syndicale **Solidaires**

Snabf Solidaires / Alter / Snj / Snucrf / Snupfen / Snui / Supper / Sui / Spasmet / Sud Rural / Sud Ptt / Sud Travail Affiliés sociaux / Sud Vpc / Sud Finac / Sud Etudiant(e) / Sud Energie / Sud Collectivités territoriales / Sud Crédit agricole / Solidaires industrie / Solidaires douanes / Solidaires justice / Sud Santé Sociaux / Sud Culture / Sud Pénitenciers / Sud Education / Sud Pharmacie / Sud Rail / Sud Soracote / Sud Fpa / F.A. Environnement / Sud Minefi / Sud Banques / Sud Anpe / Sud Aérien / Sud Michelin / Sud Trésor / Sud Aviation civile / Sud Protection sociale / Sud Recherche EPST / Sud Insee / Sud Autoroutes / Sud Groupe GPT / Sud C.de



Elections prud'hommes, le 3 décembre

Votez pour nos droits contre la loi des patrons

Il a toujours fallu se battre pour faire respecter ses droits élémentaires, face à des patrons qui essaient sans cesse de gagner le maximum sur notre dos.

Depuis une vingtaine d'années, tout le monde sent que la pression se fait plus dure. Sous le chantage du chômage et de la délocalisation, ils voudraient que l'on accepte n'importe quoi, en payant de moins en moins un travail de plus en plus difficile.

Depuis les dernières élections présidentielles, les attaques s'accroissent :

- **dans les entreprises** : droit de grève, code du travail, contrat de travail avec licenciements facilités, 35 heures, suppressions massives d'emplois partout...
- **pour nos droits sociaux** : assurance maladie, accès aux soins pour tous (franchises médicales, fermeture des hôpitaux), retraites, baisse du supplément allocations familiales...
- **pour les libertés** : test ADN, fichage dès 13 ans, flitage accru des chômeurs, expulsions massives des sans-papiers, pénalisation des plus jeunes, répression, mise sous tutelle des médias...

La crise sert de prétexte pour accroître encore l'austérité, amplifier les inégalités, appauvrir les plus nombreux pour enrichir encore plus les plus riches...

Personne ne peut se dire à l'abri :

- de menaces individuelles,
- d'une injustice,
- d'un licenciement sans droits,
- de la précarité...

Les prud'hommes, outil de défense des salariés, doivent être appuyés par une participation massive au vote le 3 décembre.

